

INFORMEL

Actualités des **directeurs de soins**
Région Grand Est



ACTUALITÉS

- **Au 1^{er} janvier 2016, l'Alsace, la Champagne-Ardenne et la Lorraine se sont réunies au sein d'une même grande région dans le cadre de la réforme territoriale.**

Accédez à l'[organigramme régional](#) de la nouvelle Agence Régionale de Santé et au dépliant « [Restons en contact](#) » qui vous présente les principaux contacts au niveau de la grande région.

Tous ces documents sont accessibles sur le nouveau site internet : www.grand-est.ars.sante.fr

- **[Lettre d'information de l'Agence Régionale de Santé « Parcours Santé en ligne ».](#)**

Accédez aux numéros de [PARCOURS SANTE en ligne](#).

- **[Ouverture du compte Twitter de l'ARS Grand Est](#)**

L'Agence régionale de santé Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine a ouvert le 15 septembre son compte Twitter. Il permet de suivre toute l'actualité de l'agence : chiffres clés de la santé, campagnes de prévention, innovations en santé, mise en ligne de publications, de communiqués de presse, événements, colloques

Grâce aux liens qui sont insérés, vous pourrez bénéficier d'informations complémentaires. Le compte Twitter permet également d'être informé en cas d'alertes sanitaires.

Pour suivre les tweets de l'ARS Grand Est rendez-vous sur [@ars_grand_est](#).

- Colloque « virage ambulatoire » du 22 novembre : vous pouvez dès à présent vous inscrire et proposer à 1 ou 2 de vos collaborateurs d'y participer

A Noter

→ textes

- [INSTRUCTION N° DGOS/PF4/2016/382 du 9 décembre 2016](#) relative aux programmes de recherche sur les soins et l'offre de soins pour l'année.
- [Décision](#) nos 389036 et autres du 7 décembre 2016 du Conseil d'Etat statuant au contentieux : actes exclusifs réalisés par les IBODE

→ article

- [L'ARS consolide les soins](#) : article paru dans le Républicain Lorrain le 21 décembre 2016

REGLEMENTATION- BREVES

- [Arrêté du 27 février 2017](#) modifiant l'arrêté du 19 février 2015 modifié relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile
- [Circulaire n° 2017-011 du 03 février 2017](#) sur la mise en œuvre du parcours de formation des jeunes sourds
- [Arrêté du 27 février 2017](#) modifiant l'arrêté du 31 mai 2016 modifié fixant pour l'année 2016 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé
- [Décret n° 2017-267 du 28 février 2017](#) instituant une aide financière en faveur des jeunes apprentis
- [Décret n° 2017-273 du 2 mars 2017](#) relatif aux conditions d'éligibilité au compte personnel de formation des préparations à l'épreuve théorique du code de la route et à l'épreuve pratique du permis de conduire
- [Instruction N° DFAS/MRFin/2017/59 du 17 février 2017](#) relative à la feuille de route pluriannuelle 2017-2019 du déploiement des dispositifs de maîtrise des risques financiers au sein des Agences régionales de santé, (ARS)
- [Décret n° 2017-279 du 2 mars 2017](#) relatif à la transparence des dépenses liées aux activités d'influence ou de représentation d'intérêts des fabricants, importateurs, distributeurs de produits du tabac et de leurs représentants
- [Délibération n° 2016-376 du 8 décembre 2016](#) portant avis sur un projet de décret en Conseil d'Etat relatif à la transparence des dépenses liées aux activités d'influence ou de représentation des fabricants, importateurs, distributeurs de produits du tabac et de leurs représentants
- [Décret n° 2017-281 du 2 mars 2017](#) approuvant le référentiel national de réduction des risques en direction des personnes prostituées et complétant le code de la santé publique
- [Avis](#) « usages de drogues et droits de l'homme »
- [Avis](#) sur le droit de vote des personnes handicapées Citoyenneté et handicap : « Voter est un droit, pas un privilège (1) »
- [Vocabulaire de la santé](#) (liste de termes, expressions et définitions adoptés)
- [Décret n° 2017-248 du 27 février 2017](#) relatif aux modalités de fixation des tarifs des actes prescrits dans le domaine de la médecine légale, de la psychologie légale, de la toxicologie, de la

biologie et de la radiologie et relevant des frais de justice

- [Arrêté du 27 février 2017](#) pris pour l'application des 2° et 7° de l'article 2 et de l'article 3 du décret n° 2017-248 du 27 février 2017 relatif aux modalités de fixation du tarif des actes prescrits dans le domaine de la médecine légale, de la psychologie légale, de la toxicologie, de la biologie et de la radiologie et relevant des frais de justice
- [Instruction n° SG/PMND/DGOS/DGS/DGCS/2017/56](#) relative à la définition des modalités de pilotage de la mise en œuvre du plan maladies neuro-dégénératives 2016-2019, en particulier de sa déclinaison régionale
- [Décret n° 2017-267 du 28 février 2017](#) instituant une aide financière en faveur des jeunes apprentis
- [Arrêté du 2 mars 2017](#) suspendant les annexes I et II de l'arrêté du 2 août 2013 fixant les conditions d'immunisation des personnes mentionnées à l'article L. 3111-4 du code de la santé publique
- [Décret n° 2017-273 du 2 mars 2017](#) relatif aux conditions d'éligibilité au compte personnel de formation des préparations à l'épreuve théorique du code de la route et à l'épreuve pratique du permis de conduire
- [Arrêté du 23 février 2017](#) portant enregistrement au Répertoire national des certifications professionnelles
- [Décret n° 2017-280 du 2 mars 2017](#) relatif à l'organisation financière des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale
- [Décret n° 2017-281 du 2 mars 2017](#) approuvant le référentiel national de réduction des risques en direction des personnes prostituées et complétant le code de la santé publique
- [Avis](#) « usages de drogues et droits de l'homme »
- [Avis](#) sur le droit de vote des personnes handicapées Citoyenneté et handicap : « Voter est un droit, pas un privilège (1) »
- [Avis](#) contre un état d'urgence permanent
- [Avis](#) sur le suivi de l'état d'urgence et les mesures antiterroristes de la loi du 21 juillet 2016
- [Vocabulaire de la santé](#) (liste de termes, expressions et définitions adoptés)
- [Instruction n° SG/PMND/DGOS/DGS/DGCS/2017/56](#) relative à la définition des modalités de pilotage de la mise en œuvre du plan maladies neuro-dégénératives 2016-2019, en particulier de sa déclinaison régionale

- [Décret n° 2017-287 du 6 mars 2017](#) modifiant le décret n° 2007-425 du 25 mars 2007 créant un observatoire de la laïcité
- [Arrêté du 27 février 2017](#) fixant la liste des catégories d'événements sanitaires indésirables pour lesquels la déclaration ou le signalement peut s'effectuer au moyen du portail de signalement des événements sanitaires indésirables
- [Arrêté du 27 février 2017](#) relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « portail de signalement des événements sanitaires indésirables »
- [Délibération n° 2016-325 du 3 novembre 2016](#) portant avis sur un projet d'arrêté relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Portail de signalement des événements sanitaires indésirables » (demande d'avis n° 16016139)
- [NOTE D'INFORMATION N° SG/2017/46 du 6 février 2017](#) relative aux actualités pour 2017 en matière de formation à destination des tuteurs et des jeunes pour la mise en œuvre du service civique.
- [Décret n° 2017-292 du 6 mars 2017](#) relatif au temps légal français
- [Arrêté du 22 février 2017](#) fixant le nombre de postes et les conditions d'attribution de l'équivalence du niveau de qualification hospitalière de praticien certifié offerts par concours sur titres pour l'année 2017 à des praticiens étrangers
- [Note du 10 février 2017](#) relative à la prise en charge éducative des mineurs radicalisés ou en danger de radicalisation violente
- [INSTRUCTION N° DGS/PP1/DGOS/PF2/DGCS/2A/2017/58 du 17 février 2017](#) relative à la mise en œuvre du décret n° 2016-1606 du 25 novembre 2016 relatif à la déclaration des événements indésirables graves associés à des soins et aux structures régionales d'appui à la qualité des soins et à la sécurité des patients
- [Arrêté du 10 février 2017](#) fixant la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé
- [Arrêté du 10 février 2017](#) relatif au bilan annuel des activités de lutte contre les infections nosocomiales dans les établissements de santé
- [Instruction n°DGS/PP4/DGOS/PF2/2017/38 du 20 janvier 2017](#) relative au plasma à finalité transfusionnelle dans la production duquel intervient un processus industriel
- [Instruction n°DGOS/RH3/DGCS/2017/64 du 24 février 2017](#) relative au dispositif de recensement

du nombre de participants aux mouvements de grève nationaux dans la fonction publique hospitalière

- [Décret n° 2017-316 du 10 mars 2017](#) relatif aux actes infirmiers relevant de la compétence des infirmiers anesthésistes diplômés d'Etat
- [Décret n° 2017-317 du 10 mars 2017](#) relatif à l'instruction et à la signature des contrats de crédit-bail mentionnés à l'article L. 6148-7-1 du code de la santé publique conclus pour le compte des établissements publics de santé et des structures de coopération sanitaire dotées de la personnalité morale publique
- [Décret n° 2017-318 du 10 mars 2017](#) relatif à la modification du service hebdomadaire des praticiens contractuels à temps partiel recrutés pour des missions spécifiques
- [Décret n° 2017-319 du 10 mars 2017](#) relatif aux élections des membres des conseils de l'ordre des infirmiers et de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes
- [Arrêté du 9 mars 2017](#) modifiant l'arrêté du 10 janvier 2017 fixant le nombre d'étudiants de première année commune aux études de santé autorisés à poursuivre leurs études en pharmacie à la suite des épreuves terminales de l'année universitaire 2016-2017 et le nombre d'étudiants pouvant être admis directement en deuxième année de ces études à la rentrée universitaire 2017-2018 en application de l'article 9 du décret n° 2014-189 du 20 février 2014 tendant à l'expérimentation de modalités particulières d'admission dans les études médicales, odontologiques, pharmaceutiques et maïeutiques
- [Arrêté du 9 mars 2017](#) modifiant l'arrêté du 10 janvier 2017 fixant le nombre d'étudiants de première année commune aux études de santé autorisés à poursuivre leurs études en odontologie à la suite des épreuves terminales de l'année universitaire 2016-2017 et le nombre d'étudiants pouvant être admis directement en deuxième année de ces études à la rentrée universitaire 2017-2018 en application de l'article 9 du décret n° 2014-189 du 20 février 2014 tendant à l'expérimentation de modalités particulières d'admission dans les études médicales, odontologiques, pharmaceutiques et maïeutiques
- [Décret n° 2017-309 du 10 mars 2017](#) relatif à la réalisation de l'entretien préalable au don du sang par les personnes qui satisfont aux conditions d'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière
- [Arrêté du 7 mars 2017](#) relatif aux déclarations des infections associées aux soins et fixant le cahier des charges des centres d'appui pour la prévention des infections associées aux soins
- [Arrêté du 8 mars 2017](#) portant application à certains emplois de responsabilités supérieures

relevant des ministères chargés des affaires sociales des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

- [Arrêté du 8 mars 2017](#) fixant pour l'année 2017 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale
- [Arrêté du 8 mars 2017](#) portant détermination pour 2017 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale
- [Arrêté du 8 mars 2017](#) fixant pour l'année 2017 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L.162-22-2 du code de la sécurité sociale
- [Arrêté du 8 mars 2017](#) fixant pour l'année 2017 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale
- [Arrêté du 21 décembre 2016](#) modifiant l'arrêté du 24 juillet 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « Prévention et secours civiques de niveau 1 »
- [Décret n° 2017-323 du 13 mars 2017](#) relatif au Haut Conseil de la santé publique
- [Décret n° 2017-326 du 14 mars 2017](#) relatif à l'activité partagée de certains personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques et créant la convention d'engagement de carrière hospitalière pour les praticiens contractuels et les assistants des hôpitaux
- [Décret n° 2017-327 du 14 mars 2017](#) portant création d'une prime d'exercice territorial et d'une prime d'engagement de carrière hospitalière
- [Arrêté du 14 mars 2017](#) fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière des praticiens contractuels et des assistants des hôpitaux, au titre des recrutements sur des postes correspondant à un diplôme d'études spécialisées présentant des difficultés importantes de recrutement dans les établissements publics de santé
- [Arrêté du 14 mars 2017](#) fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la prime d'engagement de carrière hospitalière des assistants des hôpitaux et des praticiens contractuels exerçant leur activité dans les établissements publics de santé
- [Arrêté du 14 mars 2017](#) relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques

- [Décret n° 2017-335 du 14 mars 2017](#) relatif à la prise en charge des dispositifs médicaux prescrits par les orthophonistes et les orthoptistes
- [Arrêté du 8 mars 2017](#) portant approbation des cahiers des charges régionaux relatifs aux expérimentations tendant à améliorer le parcours de soins des personnes atteintes d'insuffisance rénale chronique
- [Circulaire n° SG/2017/60 du 17 février 2017](#) relative au développement du service civique dans le champ de la santé, du médico-social et dans les ARS
- [Décret n° 2017-316 du 10 mars 2017](#) relatif aux actes infirmiers relevant de la compétence des infirmiers anesthésistes diplômés d'Etat
- [Décret n° 2017-318 du 10 mars 2017](#) relatif à la modification du service hebdomadaire des praticiens contractuels à temps partiel recrutés pour des missions spécifiques
- [Décret n° 2017-319 du 10 mars 2017](#) relatif aux élections des membres des conseils de l'ordre des infirmiers et de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes
- [Décret n° 2017-309 du 10 mars 2017](#) relatif à la réalisation de l'entretien préalable au don du sang par les personnes qui satisfont aux conditions d'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière
- [Arrêté du 7 mars 2017](#) relatif aux déclarations des infections associées aux soins et fixant le cahier des charges des centres d'appui pour la prévention des infections associées aux soins
- [Arrêté du 8 mars 2017](#) fixant pour l'année 2017 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale
- [Arrêté du 8 mars 2017](#) portant détermination pour 2017 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale
- [Arrêté du 8 mars 2017](#) fixant pour l'année 2017 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L.162-22-2 du code de la sécurité sociale
- [Arrêté du 8 mars 2017](#) fixant pour l'année 2017 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale
- APM 10/03/17 [Ouverture d'un "guichet unique" pour accompagner la convergence informatique dans les GHT](#) L'Agence des systèmes d'information partagés de santé (Asip santé) et l'Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux (Anap) ont annoncé jeudi l'ouverture d'un "guichet unique" sur Internet pour accompagner la

convergence informatique prévue dans le cadre des groupements hospitaliers de territoire (GHT).

- [Décret n° 2017-326 du 14 mars 2017](#) relatif à l'activité partagée de certains personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques et créant la convention d'engagement de carrière hospitalière pour les praticiens contractuels et les assistants des hôpitaux

- [Décret n° 2017-327 du 14 mars 2017](#) portant création d'une prime d'exercice territorial et d'une prime d'engagement de carrière hospitalière

- [Arrêté du 14 mars 2017](#) fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière des praticiens contractuels et des assistants des hôpitaux, au titre des recrutements sur des postes correspondant à un diplôme d'études spécialisées présentant des difficultés importantes de recrutement dans les établissements publics de santé

- [Arrêté du 14 mars 2017](#) fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la prime d'engagement de carrière hospitalière des assistants des hôpitaux et des praticiens contractuels exerçant leur activité dans les établissements publics de santé

- [Arrêté du 14 mars 2017](#) relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques

- [Décret n° 2017-335 du 14 mars 2017](#) relatif à la prise en charge des dispositifs médicaux prescrits par les orthophonistes et les orthoptistes

- [Arrêté du 8 mars 2017](#) portant approbation des cahiers des charges régionaux relatifs aux expérimentations tendant à améliorer le parcours de soins des personnes atteintes d'insuffisance rénale chronique

- [Circulaire n° SG/2017/60 du 17 février 2017](#) relative au développement du service civique dans le champ de la santé, du médico-social et dans les ARS

- [Arrêté du 8 mars 2017](#) fixant la liste des centres hospitaliers régionaux comportant un centre antipoison ou un organisme de toxicovigilance

- [Arrêté du 13 mars 2017](#) portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique

- [Arrêté du 15 mars 2017](#) fixant pour l'année 2017 la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code

- [Arrêté du 15 mars 2017](#) modifiant l'arrêté du 20 juillet 2015 relatif à l'organisation des épreuves classantes nationales anonymes donnant accès au troisième cycle des études médicales

- [Arrêté du 9 mars 2017](#) modifiant l'arrêté du 14 octobre 2009 portant création du répertoire national des associations

- [Décret n° 2017-316 du 10 mars 2017](#) relatif aux actes infirmiers relevant de la compétence des infirmiers anesthésistes diplômés d'Etat (rectificatif)

- APM 14/03/17 [Mise en ligne du modèle de convention d'association entre un GHT et un CHU](#)
La direction générale de l'offre de soins (DGOS) a mis en ligne lundi le modèle de convention d'association entre un groupement hospitalier de territoire (GHT, ne disposant pas d'un CHU) et un CHU.

- [Arrêté du 15 mars 2017](#) portant nomination des membres du jury des épreuves classantes nationales anonymes et du concours d'internat de médecine à titre européen pour les médecins français, andorrans, suisses ou ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen donnant accès au troisième cycle des études médicales organisées au titre de l'année universitaire 2017-2018

- [Arrêté du 8 mars 2017](#) fixant le cahier des charges relatif à l'expérimentation mentionnée à l'article 74 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels

- [Arrêté du 16 mars 2017](#) relatif à l'organisation de la direction générale de l'administration et de la fonction publique

- [CIRCULAIRE N° DGCS/B3/DGEFP/DGT/2017/79 du 8 mars 2017](#) relative à la mise en œuvre du premier Plan interministériel à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

- [LOI n° 2017-347 du 20 mars 2017](#) relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse

- [Décret n° 2017-349 du 20 mars 2017](#) relatif à la procédure d'accès sécurisé aux bases de données publiques

- [NOTE D'INFORMATION N° DGS/EA2/2017/80 du 7 mars 2017](#) relative à la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans certains établissements recevant du public

- [INSTRUCTION N° DGOS/R2/2017/90 du 15 mars 2017](#) relative aux pratiques de facturation inter-établissements des transports SMUR secondaires

- [Instruction DGS/VSS1/PP1/PP4/EA1/SG/DGOS/PF2/78 du 3](#)

[mars 2017](#) relative à l'organisation régionale des vigilances et de l'appui sanitaires

- [Décret n° 2017-372 du 21 mars 2017](#) relatif à l'application de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques

- APM ?21/03/17 [Isolement et contention : à n'utiliser qu'en dernier recours en cas d'échec des alternatives \(HAS\)](#) La Haute autorité de santé (HAS) a diffusé lundi une recommandation sur l'isolement et la contention dans laquelle elle préconise de n'utiliser ces mesures qu'en dernier recours en cas d'échec des autres mesures alternatives.

- [Arrêté du 3 février 2017](#) fixant le rapport d'activité type des centres médico-psycho-pédagogiques

- [Arrêté du 15 mars 2017](#) portant prorogation du mandat des membres de la commission statutaire nationale compétente pour les praticiens hospitaliers

- [Arrêté du 15 mars 2017](#) portant prorogation du mandat des membres du conseil de discipline compétent pour les praticiens hospitaliers

- [Instruction n° DGOS/R3/INCa/2017/62 du 23 février 2017](#) relative à l'amélioration de l'accès aux soins de support des patients atteints de cancer

- [Circulaire du Premier ministre n°5920/SG du 21 mars 2017](#) relative à la gestion des ressources humaines dans les métiers du numérique et des systèmes d'information et de communication

- [Décret n° 2017-392 du 24 mars 2017](#) modifiant le décret n° 2013-333 du 22 avril 2013 portant création du Commissariat général à la stratégie et à la prospective

- [Arrêté du 22 mars 2017](#) relatif aux commissions spécialisées composant le Haut Conseil de la santé publique

- [Décret n° 2017-390 du 23 mars 2017](#) relatif au financement des services d'aide médicale urgente (SAMU) et des structures mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR)

- [Décret n° 2017-389 du 23 mars 2017](#) relatif aux conditions d'entrée et de sortie du territoire national des tissus, leurs dérivés, des cellules issus du corps humain et des préparations de thérapie cellulaire

- APM du 24/03/17 [Investissements d'avenir: lancement de la sélection des "2 ou 3" nouveaux instituts hospitalo-universitaires](#) Le processus de sélection des "2 ou 3" nouveaux instituts hospitalo-universitaires (IHU), permis par le troisième volet du programme d'investissements d'avenir (PIA 3), a été précisé dans la convention parue dans le Journal officiel jeudi entre l'Etat et l'Agence nationale de la recherche (ANR).

- [Arrêté du 17 mars 2017](#) modifiant l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au financement du fonds d'appui à la définition de la stratégie territoriale dans le champ de l'aide à domicile, de soutien aux bonnes pratiques et d'aide à la restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile prévu à l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017

- [Décret n° 2017-407 du 27 mars 2017](#) modifiant le décret n° 2003-1073 du 14 novembre 2003 relatif aux conditions de délivrance de l'autorisation de faire usage professionnel du titre de psychologue

- [Décret n° 2017-412 du 27 mars 2017](#) relatif à l'utilisation du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques comme identifiant national de santé

- [Décret n° 2017-414 du 27 mars 2017](#) relatif aux sanctions administratives applicables en matière de biologie médicale

- [Décret n° 2017-415 du 27 mars 2017](#) relatif aux modalités d'information de la commission des usagers sur les événements indésirables graves associés aux soins

- [Décret n° 2017-416 du 27 mars 2017](#) relatif au plafonnement du cumul d'une activité rémunérée et d'une pension de retraite

- [Circulaire du 15 mars 2017](#) relative au respect du principe de laïcité dans la fonction publique

- [Lettre-circulaire](#) [du 15 mars 2017] relative à la politique d'intégrité scientifique au sein des établissements d'enseignement supérieur et de leurs regroupements, des organismes de recherche, des fondations de coopération scientifique et des institutions concourant au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, ci-après dénommés « opérateur(s) de recherche », et au traitement des cas de manquements à l'intégrité scientifique

- [Arrêté du 8 mars 2017](#) modifiant l'arrêté du 21 février 2012 portant organisation de la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques en sous-directions et bureaux

- [Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017](#) relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

- [Décret n° 2017-435 du 28 mars 2017](#) relatif à la cessation anticipée d'activité des agents de la fonction publique reconnus atteints d'une maladie professionnelle provoquée par l'amiante

- [INSTRUCTION N° DSS/2A/2C/3A/2017/67 du 28 février 2017](#) relative à l'évolution des pensions d'invalidité, de l'allocation supplémentaire

d'invalidité, de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, de la majoration pour aide constante d'une tierce personne, des rentes d'incapacité permanente, de la prestation complémentaire pour recours à tierce personne et du capital décès au titre de l'année 2017

- [Circulaire du 24 mars 2017](#) relative aux autorisations d'absence dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation (PMA)

- [Arrêté du 21 mars 2017](#) relatif à l'approbation de l'avenant n° 1 au cahier des charges de l'appel à projets « Développement de l'open data au sein des territoires »

- [Arrêté du 22 mars 2017](#) relatif à l'approbation des cahiers des charges des appels à manifestation d'intérêt « ANRU + » et « Territoires d'innovation de grande ambition »

- [Décret n° 2017-447 du 30 mars 2017](#) relevant le plafond des ressources prises en compte pour l'attribution de la protection complémentaire en matière de santé

- [Arrêté du 29 mars 2017](#) portant approbation du règlement arbitral organisant les rapports entre les chirurgiens-dentistes libéraux et l'assurance maladie

- [CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N° DSS/SD2B/2017/97 du 21 mars 2017](#) relative à la revalorisation des prestations familiales servies en métropole au 1er avril 2017 Date d'application : 1er avril 2017

- [CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N° DSS/SD2B/2017/98 du 21 mars 2017](#) relative à la revalorisation des prestations familiales servies en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte au 1er avril 2017

- [INSTRUCTION N° DGS/SP2/DGOS/PF2/2017/61 du 22 février 2017](#) relative aux lignes directrices de la prévention et de la prise en charge de la tuberculose résistante et multi résistante

OSTEOPATHIE

- **Décisions relatives aux établissements autorisés à dispenser une formation en ostéopathie**

Décision n° 2015-19 du 7 juillet 2015 portant agrément du Centre européen d'enseignement supérieur de l'ostéopathie (CEESO Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-05 du 7 juillet 2015 portant agrément de la Fondation EFOM Boris DOLTO pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-18 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut d'ostéopathie des professionnels de santé (IOPS EUROSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-17 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut des hautes études ostéopathiques - IDHEO Nantes pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-20 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut Dauphine d'ostéopathie (IDO) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-09 du 7 juillet 2015 portant agrément du Centre européen d'enseignement supérieur de l'ostéopathie Lyon (CEESO)

Décision n° 2015-14 du 7 juillet 2015 portant agrément du Centre international d'ostéopathie (CIDO) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-03 du 7 juillet 2015 portant agrément du Collège ostéopathique européen (COE) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-11 du 7 juillet 2015 portant agrément du collège ostéopathique Sutherland de Strasbourg pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-15 du 7 juillet 2015 portant agrément du Conservatoire supérieur ostéopathique Toulouse (CSO-Toulouse) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-16 du 7 juillet 2015 portant agrément du Conservatoire supérieur d'ostéopathie (Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-10 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Ecole supérieure d'ostéopathie (ESO SUPOSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-02 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut de formation en ostéopathie du Grand Avignon (IFO-GA) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-04 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie (InSO Lille) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-01 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut d'ostéopathie de Rennes (IO-Rennes) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-08 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie du Grand Montpellier (ISOGM-IFBO)

Décision n° 2015-06 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie Lyon (ISOSTEO Lyon) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-12 du 7 juillet 2015 portant agrément de ITO-Bordeaux pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-21 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie Paris - CETOHM-FI (ISOP) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-22 du 7 juillet 2015 portant agrément du Collège ostéopathique de Provence Aix-Marseille pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-23 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Ecole d'ostéopathie de Paris (EO Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-07 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut de formation supérieure en ostéopathie de Rennes (IFSO-Rennes) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-13 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut toulousain d'ostéopathie (ITO) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-28 du 29 septembre 2015 portant agrément provisoire de l'établissement de formation en ostéopathie OSTEOBIO de Cachan

Décision n° 2015-18 du 7 juillet 2015 portant

agrément de l'Institut d'ostéopathie des professionnels de santé (IOPS EUROSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2015-27 du 16 septembre 2015 portant agrément provisoire du centre d'ostéopathie ATMAN de Valbonne - Sophia-Antipolis

Décision n° 2015-29 du 9 octobre 2015 modifiant la décision n° 2015-02 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut de formation en ostéopathie du Grand Avignon (IFO-GA) pour dispenser une formation en ostéopathie |

Décision n° 2016-01 du 3 mars 2016 portant agrément du centre d'ostéopathie ATMAN pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-02 du 3 mars 2016 portant agrément de l'Andrew Taylor Still Academy (ATSA) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-03 du 3 mars 2016 portant agrément du Collège ostéopathique du Pays basque (COPB) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-04 du 3 mars 2016 portant agrément de l'école Danhier d'ostéopathie pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-05 du 3 mars 2016 portant agrément de l'Institut de formation supérieure en ostéopathie (IFSO) de Vichy pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-06 du 3 mars 2016 portant agrément de l'Institut d'ostéopathie de Bordeaux (IOB) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-07 du 3 mars 2016 portant agrément de l'Ecole européenne d'ostéopathie du campus privé d'Alsace (OSCAR) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-08 du 3 mars 2016 portant agrément de l'établissement de formation OSTEOBIO (SEMEV) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-09 du 3 mars 2016 portant augmentation de la capacité d'accueil du Centre international d'ostéopathie (CIDO) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-10 du 3 mars 2016 portant augmentation de la capacité d'accueil du Collège ostéopathique Sutherland de Strasbourg pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-11 du 3 mars 2016 portant augmentation de la capacité d'accueil du Conservatoire supérieur d'ostéopathie (CSO Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-12 du 3 mars 2016 portant augmentation de la capacité d'accueil du Conservatoire supérieur d'ostéopathie de Toulouse (CSO-Toulouse) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-13 du 3 mars 2016 portant augmentation de la capacité d'accueil de l'Ecole supérieure d'ostéopathie (ESO SUPOSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-14 du 3 mars 2016 portant augmentation de la capacité d'accueil de l'Institut supérieur d'ostéopathie du Grand Montpellier (ISOGM - IFBO) pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-15 du 3 mars 2016 portant augmentation de la capacité d'accueil l'Institut toulousain d'ostéopathie (ITO) de Toulouse pour dispenser une formation en ostéopathie

Décision n° 2016-16 du 30 mai 2016 modifiant la décision n° 2016-08 du 3 mars 2016 portant agrément de l'Ecole supérieure d'ostéopathie OSTEOBIO – SEMEV

PUBLICATIONS – DOCUMENTS

- Les Groupements Hospitaliers de Territoire en psychiatrie
- RH et GHT : 10 fiches pratiques
- SIDIEF. Mémoire sur la qualité des soins et la sécurité des patients : une priorité mondiale. 2015, [document](#)
- ANAP. Mettre en œuvre un projet de parcours en psychiatrie et santé mentale - Kit d'outils, [informations](#)
- **Les GHT progressent sur le projet de soins partagé**, 10 janvier 2017 : *L'Association française des directeurs de soin (AFDS) a mené*

une enquête auprès des 135 GHT pour évaluer l'état d'avancée de ce dispositif sur le terrain. Les résultats montrent qu'une majorité de travaux sur le projet médical partagé font participer un représentant paramédical, un directeur de soins la plupart du temps. **Source :** cadredesante.com

- [Le Groupement Hospitalier de Territoire \(GHT\)](#) (pdf, 531 ko) – Février 2017
- HAS. Directives anticipées – Guider les patients pour les rédiger. [Documents](#)
- HAS. Référentiel de bonnes pratiques sur les applications et les objets connectés en santé (Mobile Health ou mHealth). Octobre 2016, [Document](#)
- COLDEFY M., Fernandes S., LAPALUS D. Les soins sans consentement en psychiatrie : bilan après quatre années de mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2011. IRDES, Questions d'économie de la santé, n° 222, février 2017, [Document](#)
- BOURBONNAIS A. et al. Évaluation pilote d'une démarche d'interventions basée sur les sens des cris de personnes âgées vivant avec la maladie d'Alzheimer en centre de soins de longue durée. Centre de recherche Institut universitaire de gériatrie de Montréal, Chaire de recherche en soins infirmiers aux personnes âgées et à la famille, Rapport de recherche, janvier 2017, [document](#)
- Abord de Chatillon E. et al. La prévention des risques psychosociaux : le cas du secteur hospitalier (public et privé). Observations de terrain et analyses à partir de l'enquête Conditions de travail 2013. Ministère de la fonction publique, DGAFP, Statistiques et recherche sur la fonction publique, février 2017, [document](#)
- **HAS mars 2017 Démarche palliative : intervenir tôt pour une meilleure qualité de vie à l'hôpital et à domicile**

La démarche palliative consiste à repérer précocement les besoins en termes de soins palliatifs et à en faciliter le recours pour les personnes approchant de leur fin de vie. Ces soins dont l'objectif est d'améliorer la qualité de vie du patient ne sont pas uniquement réservés à des unités et espaces dédiés mais peuvent être mis en œuvre sur le lieu de vie du patient. Dans le cadre du plan national 2015-2018 pour le développement des soins palliatifs et l'accompagnement en fin de vie, la Haute Autorité de Santé (HAS) met à disposition de l'ensemble des professionnels de santé des documents pour les aider à intégrer la démarche palliative dans leurs pratiques et à mettre en œuvre des soins palliatifs au domicile

ou en établissement médico-social.

- IRDES n° 226 mars 2017 Variations des pratiques chirurgicales dans la prise en charge des cancers du sein en France ZEYNEP Or, Virginie MOBILLION, Mariama TOURE, Chafika MAZOUNI, Julia BONASTRE

- IRDES n° 223 Mars2017 État de santé des Français et facteurs de risque Premiers résultats de l'Enquête santé européenne-Enquête santé et protection sociale 2014

Jacques PISARIK, Thierry ROCHEREAU, avec la collaboration de Nicolas CELANT

- **France, 2 mars 2017 - Le cancer colorectal : importance d'une prise en charge partagée** Le cancer colorectal est le 3^e cancer le plus fréquent en France. Il est le 2^e en termes de mortalité. La France est l'un des pays d'Europe où son incidence est la plus élevée pour les deux sexes. Le cancer colorectal est de bon pronostic lorsqu'il est diagnostiqué à un stade précoce. Source : [Le Webzine de la HAS](#)

DPC

- Loi 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée par la loi 2011-940 du 10 août 2011

- Décrets 2010-1204 du 11 octobre 2010 relatifs aux modalités d'intégration des protocoles de coopération étendus dans le DPC et la formation initiale des professionnels de santé

- Décret 2011-2113 du 30 décembre 2011 relatif à l'organisme gestionnaire du DPC

- Décrets 2011-2114 ; 2011-2115 ; 2011-2116 ; 2011-2117 ; 2011-2118 relatifs aux DPC de chacune des professions concernées

- Décrets 2012-26 ; 2012-27 ; 2012-28 ; 2012-29 ; 2012-30 relatif à la commission scientifique de chacune des professions concernées

- Arrêté du 16 mars 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des médecins

- Arrêté du 19 avril 2012 portant approbation de la convention constitutive du GIP «organisme gestionnaire du DPC »

- Arrêté du 30 avril 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des SF

- Arrêté du 30 avril 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des chirurgiens-dentistes

- Arrêté du 3 mai 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des pharmaciens

- Arrêté du 21 août 2012 portant approbation du budget provisoire du GIP « OGDPC » : JO du 31 août 2012

- Arrêté du 29 octobre 2012 portant soumission du groupement d'intérêt public « organisme gestionnaire du DPC au contrôle économique et financier de l'Etat et désignation de la mission « santé » du service du contrôle général économique et financier pour exercer ce contrôle : JO du 7/11/2012

- Arrêté du 31 octobre 2012 relatif à l'indemnisation des membres des instances de l'OGDPC : JO du 17 novembre 2012

- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif à la composition du dossier de demande d'enregistrement en qualité d'organisme de développement professionnel continu et du dossier d'évaluation prévus aux articles R. 4021-23 et R. 4021-24 du CSP

- Publication par la HAS de « la liste des méthodes et des modalités » de fonctionnement des programmes La liste des méthodes et modalités de DPC

- Arrêté du 26 février 2013 fixant la liste des orientations nationales du développement professionnel continu des professionnels de santé pour l'année 2013

- Arrêté du 25 juillet 2013 relatif au modèle d'attestation délivrée par un organisme de développement professionnel continu à un professionnel de santé justifiant de sa participation à un programme de développement professionnel continu

- Arrêté du 28 juin 2013 portant nomination à l'organisme gestionnaire du développement professionnel continu

- Arrêté du 17 avril 2014 portant nomination à la commission scientifique indépendante des médecins *JO du 19 avril 2014*

- Arrêté du 22 mai 2014 portant nomination à l'organisme gestionnaire du développement professionnel continu

- Décret n° 2014-1138 du 7 octobre 2014 relatif à l'organisme gestionnaire du développement professionnel continu

- Arrêté du 7 octobre 2014 portant approbation de la modification de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Organisme gestionnaire du développement professionnel continu

- Arrêté du 11 mai 2015 portant approbation de la modification de la convention constitutive du Groupement d'intérêt public « Organisme gestionnaire du développement professionnel continu »

- Arrêté du 18 décembre 2015 relatif à la prorogation de la durée du mandat des membres de la commission scientifique indépendante des médecins

- Décret n° 2016-942 du 8 juillet 2016 relatif à l'organisation du développement professionnel continu des professionnels de santé

- Arrêté du 28 juillet 2016 portant approbation de la modification de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Agence nationale du développement professionnel continu »

- Arrêté du 7 septembre 2016 portant nomination à l'Agence nationale du développement professionnel continu

- Arrêté du 14 septembre 2016 relatif aux critères d'enregistrement des organismes ou structures qui souhaitent présenter des actions de développement professionnel continu auprès de l'Agence nationale du développement professionnel continu et à la composition du dossier de présentation des actions

- Décret n° 2016-1317 du 5 octobre 2016 relatif à l'attribution de missions dans le cadre du développement professionnel continu des professions de santé en l'absence de conseils nationaux professionnels

Coopération entre professionnels de santé

→ Le logiciel COOP-PS est une application informatique nationale supportant le dossier à utiliser pour toute demande concernant les coopérations interprofessionnelles. L'envoi de la lettre d'intention, d'un protocole de coopération, des demandes d'adhésions et leur instruction sont donc dématérialisés.

Plusieurs liens ont été créés pour vous permettre de vous connecter. En cliquant sur le 1^{er} lien vous visualiserez la procédure et la réglementation concernant les protocoles de coopération ; vous pourrez en cliquant à droite de la page, faire apparaître les objectifs du logiciel « COOP-PS » et ouvrir la fenêtre concernant le logiciel. Avec le 2^{ème} lien, vous vous connecterez directement au logiciel « COOP-PS »

<http://www.ars.lorraine.sante.fr/Lesprotocoles-decooperation.153046.0.html><https://coopps.ars.sante.fr/init/index.jsp>

→ **Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales sur la coopération entre professionnels de santé**

Disponible sur Internet : <http://www.senat.fr/rap/r13-318/r13-3181.pdf>
GENISSON Catherine/MILON Alain, Sénat, Paris, 2014, 57 p.

→ Instruction DSS/1B/2015/209 du 13 mai 2015 relative aux modalités de mise en œuvre de protocoles de coopération concernant le bilan visuel

Journée régionale des directeurs des soins

Merci de proposer des sujets à traiter

Annonces

Un poste de directeur des soins – conseillère pédagogique nationale à la Direction générale de l'offre de soins (DGOS) au Ministère de la santé. Candidatures à adresser ; DGOS-SR4-RECRUTEMENT@sante.gouv.fr. Contact Chef du bureau : Cyril Roule (01.40.56.60.06) ; Adjointe au chef du bureau : Sonia Lédée (01.40.56.69.95). La fiche de poste peut être obtenue en adressant une demande à dgos-rh1@sante.gouv.fr

Congrès/colloques

Avril 2017

27 – ANAP : Journée nationale Hospi Diag. Contact : hospidiag@anap.fr

Mai 2017

- 8-12 – L'Association Portugaise d'Infirmiers : le 5^{ème} Congrès Global pour la Recherche Qualitative en Santé et la 14^{ème} Conférence International en Soins Infirmiers (Lisbonne, Portugal), [langues : portugais, anglais, français et espagnol], [informations](#)

- 17-18 – Salon infirmier

- 19-20 Congrès Pleine Conscience : CONTACT : Barbara SPICK ; UFR SHS-METZ APEMAC/EPSAM - EA 4360 Île du Saulcy, 57000 METZ – France

barbara.spick@univ-lorraine.fr 03 87 31 52 29

- 27 mai-1^{er} juin – Congrès Conseil international des infirmières (Barcelone, Espagne). L'appel à communications est ouvert du 16 mai au 10 octobre 2016, [informations](#)

Juin 2017

- 21-22 – 25^{èmes} journées d'Hygiène de Lorraine et de Lutte contre les infections nosocomiales : domaine de l'Asnée à VILLERS lès NANCY : renseignements arlin@chru-nancy.fr ☎ 03/83/15/74/58

Juillet 2017

6 – 7 : L'Institut pour la Qualité et la Sécurité organise 2 jours sur la qualité des soins : Vous trouverez le programme prévisionnel, et l'ensemble des informations pratiques sur le site : <http://igs2017.insight-outside.fr/>

Septembre 2017

- **8-9 – Anap** : 7^{ème} édition, l'Université d'été de la performance en santé (Rennes) :

- appel à communications : date limite d'envoi : avant le 15/02/17

- **20-22** – journées d'études AFDS

- **28-29** 7^{ème} Colloque de recherche paramédicale du grand sud-ouest : « De l'expertise clinique à la pratique avancée... une opportunité pour la recherche paramédicale ? [Informations](#)

Juin 2018

3-6 – 7^e Congrès mondial du SIDIIEF : « La profession infirmière engagée vers l'avenir : chercher, innover, soigner », [Informations](#)

Pour des échanges fructueux au niveau régional, transmettez-nous vos idées, suggestions, travaux, informations sur les sessions de formation que vous organisez par exemple au plus tard la dernière semaine de chaque mois.

Claudine JOBST CPR (Grand Est
Alsace)

Véronique PERROT CPR (Grand Est
Champagne Ardenne)

Sabine RIGON DA DRHS –CPR CTR (Grand
Est Lorraine)

Remerciements à

- Ljiljana JOVIC, conseillère technique en soins à l'ARS Ile de France
Thierry POOR service documentation
ARS Grand Est